

# CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

## SUR SAISIE IMMOBILIERE

En un seul lot,

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis à LES ULIS (91940), 27,28 Résidence « Les Hautes Plaines », cadastré section BI numéro 162 lieudit « 22 résidence les Hautes Plaines » pour 6 a 86 ca, les lots 54 : un appartement, 60 : un box et 65 : une cave

Plus amplement désigné ci-après.

Aux requête, poursuites et diligences de :

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE, SA au capital de 1.331.400.718,80 € ayant son siège social à Paris 13ème 182 avenue de France RCS PARIS 542.029.848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

Ayant pour avocat Maître Charlotte GUITTARD membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES – Avocat au Barreau de l'ESSONNE, demeurant 13 rue des Mazières - 91050 EVRY COURCOURONNES.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites

## **ENONCIATIONS PRELIMINAIRES**

### **EN VERTU DE**

La grosse dûment en forme exécutoire d'un acte reçu par Maître Eric BROLIQUIER, Notaire à MARCOUSSIS (Essonne), en date du 21 décembre 2016, contenant un prêt par le CREDIT FONCIER DE FRANCE, à Madame Line Shella YAGUINGO PASSI ci-après nommée d'un montant de 126 000 €, productif d'intérêts, enregistré.

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91), en date du 10 février 2022 fait signifier commandement valant saisie immobilière

à :

**Madame Line Shella YAGUINGO PASSI**, Célibataire, de nationalité Centrafricaine, née le 27/01/1988 à Bangui (République Centrafricaine), domiciliée 28 Résidence les Hautes Plaines - 91940 LES ULIS

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Avocat constitué sus dénommé et domicilié.

- la somme de 128 123,18 € montant des sommes dues valeur au 5 janvier 2022 selon décompte joint,
- les intérêts postérieurs au 5 janvier 2022 jusqu'à parfait paiement pour mémoire, au taux de 1,90% l'an,

Les intérêts moratoires seront calculés au taux de 1,90% l'an.

dus en vertu de l'acte notarié susvisé.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de Corbeil 1 pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de Corbeil 1 en date du 28 mars 2022 sous la référence volume 2022 S numéro 87.

L'assignation à comparaître aux débiteurs a été délivrée pour l'audience d'orientation du 6 juillet 2022 à 09 heures 30 par acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91).

Dossier : YAGUINGO  
Crédit N° : 013948A  
Suivi par : ndegli-esposti  
Vos réf : CVG :331 626 254

Ce document n'est pas un justificatif fiscal

**Décompte crédit 013948A - YAGUINGO au 05/01/2022**

	Variation	Solde débiteur	Principal
Capital restant dû au 18/02/2020			116 143,17 €
Solde débiteur au 18/02/2020		5 636,06 €	
<b>Créance exigible au 18/02/2020</b>		<b>0,00 €</b>	<b>121 779,23 €</b>
Indemnité d'exigibilité 7,00% calculée sur la base de 121 779,23 € = 8 524,55 € (pour mémoire)			
Report au 18/02/2020		0,00 €	121 779,23 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/03/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	183,84 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/03/2020	-267,53 €	0,00 €	121 511,70 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/04/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	196,08 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/04/2020	-255,29 €	0,00 €	121 256,41 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/05/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	189,36 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/05/2020	-262,01 €	0,00 €	120 994,40 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/06/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	195,25 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/06/2020	-256,12 €	0,00 €	120 738,28 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/07/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	188,55 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/07/2020	-262,82 €	0,00 €	120 475,46 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/08/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	194,41 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/08/2020	-256,96 €	0,00 €	120 218,50 €
Versements de la période	-56,00 €		
Intérêts au 18/09/2020 (calculés sur le principal de la période précédente)	194,00 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/09/2020	168,24 €	168,24 €	120 218,50 €

**Décompte crédit 013948A - YAGUINGO au 05/01/2022**

	Variation	Solde débiteur	Principal
Versements de la période	-75,00 €		
Intérêts au 18/10/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	187,14 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/10/2021	142,38 €	142,38 €	119 834,93 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/11/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	193,38 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/11/2021	-257,99 €	0,00 €	119 719,32 €
Versements de la période	-481,61 €		
Intérêts au 18/12/2021 (calculés sur le principal de la période précédente)	186,96 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 18/12/2021	-264,41 €	0,00 €	119 454,91 €
Versements de la période	0,00 €		
Intérêts au 05/01/2022 (calculés sur le principal de la période précédente)	113,48 €		
Cotisation d'assurance	30,24 €		
Report au 05/01/2022	143,72 €	143,72 €	119 454,91 €
Indemnité d'exigibilité 7,00%	8 524,55 €		
Frais de procédure	Pour mémoire		
Report au 05/01/2022	8 524,55 €	8 668,27 €	119 454,91 €
<b>CRÉANCE EXIGIBLE AU 05/01/2022</b>			<b>128 123,18 €</b>
(sous réserve d'imputation des intérêts postérieurs et des cotisations d'assurance)			

Les intérêts de chaque période mensuelle sont calculés au taux du prêt de 1,90% sur la base du solde principal de la période précédente.

## **DESIGNATION**

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

COMMUNE DE LES ULIS (91940)

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier sis 27,28 Résidence « Les Hautes Plaines », cadastré section BI numéro 162 lieudit « 22 résidence les Hautes Plaines » pour 6 a 86 ca, ayant fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété publié le 7 décembre 2009 volume 2009 P numéro 4287, portant sur les lots suivants :

- LOT NUMERO CINQUANTE QUATRE (54) : au premier étage, porte à gauche, un appartement numéro 298 comprenant : entrée, salle à manger/salon, loggia, bureau, 2 dégagements, 2 chambres, salle de bains, wc, et cuisine, d'une superficie de 73,34 m<sup>2</sup>, un balcon, ainsi que les 491/10000 èmes des parties communes générales et les 553/5000 èmes des parties communes spéciales au bâtiment 28 ;
- LOT NUMERO SOIXANTE (60) : au sous-sol, un box portant le numéro 230 ainsi que les 84/10000 èmes des parties communes générales et les 94/5000 èmes des parties communes spéciales au bâtiment 28 ;
- LOT NUMERO SOIXANTE-CINQ (65) : au sous-sol, une cave portant le numéro 298 ainsi que les 6/10000 èmes des parties communes générales et les 6/5000 èmes des parties communes spéciales au bâtiment 28 ;

ayant fait l'objet d'un procès-verbal de description et d'occupation établi par la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU(91), en date du 14 mars 2022 ci-après annexé,

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

SELARL HDJ 91  
Huissier de justice

Nicolas BADUFLÉ  
Patrick FAUCHERE  
Ronan LECOMTE  
Huissiers de justice associés  
Mathilde MANCEAU  
Johanna MORAND  
Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
91165 LONGJUMEAU CEDEX  
Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
SOCIETE GENERALE  
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAFFELER:  
**2120224 BT/RL**

## PROCES-VERBAL DE DESCRIPTION

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX ET LE QUATORZE MARS

### A LA REQUETE DE :

S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE, immatriculé(e) au RCS N° 542029848, dont le siège social est 182 avenue de France 75013 PARIS Agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège,

Ayant pour avocats :

- Maître Charlotte GUITTARD, Avocat au Barreau de l'Essonne, domiciliée en cette qualité 13 rue des Mazières RDC droite 91050 EVRY COURCOURONNES CEDEX,
- Maître Paul BUISSON, Avocat au barreau du VAL-D'OISE, domicilié 29 rue Pierre Butin 95300 PONTOISE ;

### LESQUELS M'EXPOSENT :

Que l'établissement requérant est créancier de Madame YAGUINGO PASSI Line en vertu d'un acte notarié reçu par Maître Éric BROLIQUIER, notaire à MARCOUSSIS (91), en date du 21 décembre 2016 ;

Que dans le cadre d'une procédure de saisie immobilière sur un bien appartenant à la débitrice susnommée et situé 28 résidence Les Hautes Plaines 91940 LES ULIS, elle entend faire procéder à un procès-verbal de description conformément aux dispositions légales ;

Qu'elle me requiert en ce sens.

### DEFERANT A CETTE REQUISITION,

Je, Ronan LECOMTE, huissier de justice associé au sein de la « SELARL HDJ 91, titulaire d'un office d'huissier de justice à Longjumeau (91160), 9, boulevard de Bretagne », soussigné

Certifie m'être présenté ce jour à 10 h 50 à l'adresse des lieux à décrire susvisés où, là étant, en présence de :



**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHIERE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

- Monsieur Maxime ELLENA, serrurier ;
- Monsieur Dimitri ELLENA, témoin ;
- Monsieur Mathieu DESJARDIN, témoin ;
- Monsieur Ariles MIHOUBI, expert immobilier cabinet DIMM Diagnostic Immobilier ;

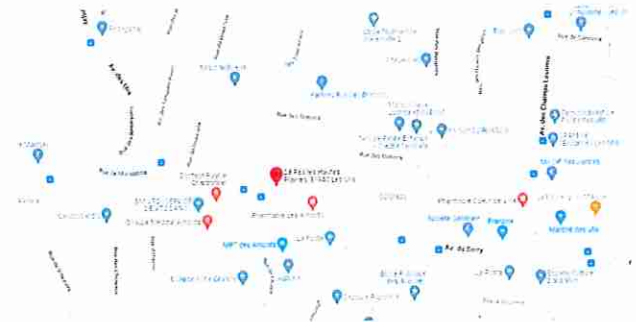
Je dresse les descriptions requises.

## **DESCRIPTIF**

Le bien à décrire se compose :

- d'un appartement portant le n° 298 situé au premier étage, porte gauche, en dégagement de palier, de type F3 avec jardin d'hiver et loggia ;
- d'un box en sous-sol portant le n° 230,
- d'une cave en sous-sol portant le n° 298.

Le bien à décrire s'intègre dans une résidence soumise aux statuts de la copropriété dont le syndic en exercice est l'agence COOPEXIA ex-GEXIO, domiciliée 2 allée Eugène Mouchot, BP 79, 91131 RIS-ORANGIS CEDEX.



Les lieux sont occupés par la partie saisie, laquelle m'a avisé ne pas être en mesure d'être présente actuellement dans le logement pour me laisser réaliser les descriptions requises. Les descriptions se déroulent en présence de Monsieur Patrick BOULI, ami de l'occupante ainsi déclaré.

Le susnommé me confirme que la saisie occupe le logement en présence de ses deux enfants mineurs.





**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**



Parallèlement à mes descriptions, Monsieur MIHOUBI procède aux diagnostics légalement requis ainsi qu'aux calculs des surfaces des pièces du logement. Ses résultats seront directement transmis à l'avocat poursuivant.

**Salle à manger :**

Porte d'accès : châssis bois équipé d'un montant de sécurité, encadrement métallique, l'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.




**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLE  
Patrick FAUCHIERE  
Ronon LECOMTE  
Huissiers de justice associés  
Mathilde MANCEAU  
Johanna MORAND  
Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
91165 LONGJUMEAU CEDEX  
Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97

Coordonnées bancaires (compte affecté)  
SOCIETE GENERALE  
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:

**2120224 BT/RL**

Sol : parquet flottant usagé avec des jeux au niveau des différentes lattes.

Murs : plinthes en bois puis peinture usagées avec plusieurs éclats.

Plafond : peinture à l'état d'usage. Une sortie électrique en plafonnier avec une rampe de spots et un détecteur antifumée.

La salle à manger comporte une porte vitrée avec pans dormants et ouvrants, châssis PVC desservant un petit balcon privatif.

**Balcon :**

Sol : peinture usagée et tachée.

Garde-corps : béton usagé et taché.

**Salon :**

L'espace est ouvert sur le séjour.

Sol : parquet flottant dans le prolongement.

Murs : plinthes en bois puis peinture usagée et tachée.

Plafond : peinture à l'état d'usage.



La pièce comporte une baie vitrée comportant des pans dormants et ouvrants desservant un espace loggia.

**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

**Loggia :**

Sol : peinture tachée et usagée.

Murs : à l'état d'usage.

La loggia comporte des baies vitrées avec des pans ouvrants, châssis PVC double vitrage, sécurisées par des volets pliants PVC.



**Bureau jouxtant le séjour :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille. La peinture est usagée.

Sol : parquet flottant à l'état d'usage.

Murs : plinthes en bois puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage. Une sortie électrique en plafonnier avec douille et ampoule.

La pièce comporte une baie vitrée, deux pans, châssis PVC double vitrage.

La pièce est utilisée à usage de chambre mais sa surface ne permet pas de lui octroyer cette appellation.

**Dégagement :**



**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHIERE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97

Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

L'espace est ouvert sur l'espace salon.

Sol : parquet flottant dans le prolongement des précédentes pièces.

Murs : plinthes en bois puis peinture à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage. Une sortie électrique en plafonnier avec une rampe de spots.

La pièce comporte une petite baie vitrée comportant des pans dormants et ouvrants usagés et sales.

**Chambre droite dégagement :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille. La peinture est usagée et sale.

Sol : parquet flottant à l'état d'usage.

Murs : plinthes en bois usagées, descellées à plusieurs endroits. Peinture murale usagée.

Plafond : peinture à l'état d'usage.



La pièce comporte une baie vitrée, trois pans ouvrants, châssis PVC double vitrage.

**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97

Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

**Chambre gauche dégagement :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille, l'ensemble est à l'état d'usage, en bon état de fonctionnement.

Sol : parquet flottant à l'état d'usage.

Murs : plinthes en bois puis peinture usagées et tachées à plusieurs endroits.

Plafond : peinture à l'état d'usage.



La pièce comporte une baie vitrée, trois pans ouvrants, châssis PVC double vitrage, avec un volet roulant mécanique.

**Accès salle de bains et sanitaires :**

Porte d'accès : châssis bois, avec poignée double béquille, l'ensemble est à l'état d'usage, en bon état de fonctionnement.

Sol : parquet flottant à l'état d'usage.

Murs : plinthes en bois puis papier peint fibre de verre à l'état d'usage.

Plafond : peinture à l'état d'usage.



**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFE  
 Patrick FAUCHIERE  
 Ronan LECONTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97

Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:

**2120224 BT/RL**

**Cabinet de toilettes :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille, l'ensemble est à l'état d'usage et en bon état de fonctionnement.

Sol : carrelage à l'état d'usage.

Murs : pans carrelés puis papier peint fibre de verre à l'état d'usage.

Plafond : papier peint fibre de verre à l'état d'usage. Une sortie électrique en plafonnier, avec douille et ampoule.

Les WC sont de type anglais avec réservoir dorsal et cuvette double abattant, absence du siège.

**Salle de bains :**

Porte d'accès : châssis bois avec poignée double béquille, l'ensemble est à l'état d'usage, en bon état de fonctionnement.

Sol : carrelage usagé et taché.

Murs : plinthes en bois puis papier peint fibre de verre à l'état d'usage. Les pans carrelés encadrant les éléments sanitaires sont à l'état d'usage.

Plafond : papier peint fibre de verre usagé, absent au-dessus de la baignoire.



La pièce comporte :

**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHÈRE  
 Ronan LÉCOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariées

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01 69 09 57 97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

- un meuble de salle de bains mural intégrant un lavabo, une vasque, avec robinetterie type mitigeur, l'ensemble est à l'état d'usage ;
- une baignoire avec tablier carrelé à l'état d'usage, robinetterie type mitigeur et flexible de douche à l'état d'usage ;
- une sortie d'aération dénuée de bouche ;
- un appareil électroménager laissant présumer la présence d'alimentation et d'évacuation en eau idoines.

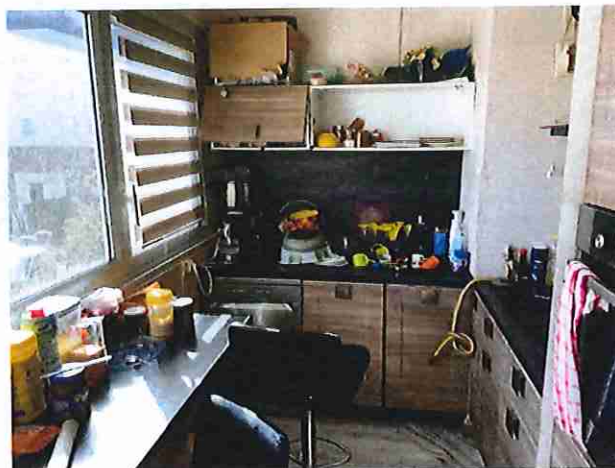
**Cuisine :**

Porte d'accès depuis l'espace salle à manger : porte coulissante, usagée et sale.

Sol : parquet flottant hors d'usage : épaupré et déformé.

Murs : papier peint fibre de verre crasseux et noirci.

Plafond : peinture papier peint fibre de verre crasseuse et noircie.



La pièce comporte :

- des éléments bas et hauts de cuisine très usagés et sales, les deux plans intègrent pour l'un, un évier, une vasque et paillasse, avec robinetterie type mitigeur dénuée de robinet et pour l'autre, une plaque de cuisson à induction électrique sale, surplombée par une hotte électrique murale crasseuse et graisseuse ;
- une baie vitrée comportant trois pans ouvrants, châssis PVC double vitrage.



**SELARL HDJ 91**  
**Huissier de justice**

Nicolas BADUFLÉ  
 Patrick FAUCHIER  
 Ronan LECOMTE  
 Huissiers de justice associés  
 Mathilde MANCEAU  
 Johanna MORAND  
 Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
 91165 LONGJUMEAU CEDEX  
 Tél. 01 64 48 81 32 – Fax. 01.69.09.57.97



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
 SOCIETE GENERALE  
 IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
 bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

**Box n° 230 :**

Le lot est désigné comme situé au sous-sol du bâtiment. Les box de la copropriété sont accessibles par le sous-sol de la résidence mais situés au niveau de la voie publique.

Ceux-ci ne sont pas numérotés, l'occupant ne peut me localiser avec certitude l'emplacement du lot privatif, celui-ci ne sera pas visité.

Les box présentent des portes d'accès coulissantes métalliques et mécaniques.



**Cave n° 298 :**

Le lot est situé au sous-sol du bâtiment, accessible par un accès commun situé à droite en descendant l'escalier.

Porte d'accès privative cassée.

Sol, murs et plafond à l'état brut. L'encombrement des lieux ne permet pas un examen exhaustif.





SELARL HDJ 91  
Huissier de justice 2120224

Nicolas BADUFLÉ  
Patrick FAUCHÈRE  
Ronan LECOMTE  
Huissiers de justice associés  
Mathilde MANCEAU  
Johanna MORAND  
Huissiers de justice salariés

9 Bld de Bretagne  
91165 LONGJUMEAU CEDEX  
Tél. 01 64 48 81 32 - Fax. 01 69 09 57 97  
chuds@hj-idf-sud.com



Coordonnées bancaires (compte affecté)  
SOCIETE GENERALE  
IBAN FR76 30003 01053 00027603004 47  
bic adresse swift SOGEFRPP

REFERENCES A RAPPELER:  
**2120224 BT/RL**

Acte : 461340

Mes descriptions étant terminées, je me suis retiré.

Je termine mes opérations à 11 h 20.

Et, de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de description pour servir et valoir ce que de droit auquel j'intègre des photographies strictement conformes à mes descriptions et prises par mes soins, un certificat de superficie relatif au bien décrit, un résumé statistique et deux plans géographiques relatifs à la commune des Ulis (91).

**COUT :**

Les articles cités ci-dessous sont extraits du code de procédure

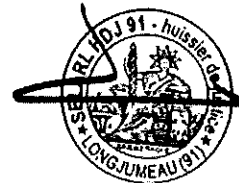
Emoluments (Article L.444-1)	219,16
Transport (Article A.444-48)	7,67
Base T.V.A.	226,83
T.V.A. 20,00 %	45,37
Serurier	175,00
Témoins	22,00

**TOTAL T.T.C. 469,20 €**

Soit quatre cent soixante-neuf euros et vingt centimes

Acte dressé sur 11 pages, outre les annexes susvisées.

Ronan LECOMTE  
Huissier de justice associé



## Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : R.22.234.LES ULIS.YAGUINGO  
Date du repérage : 14/03/2022  
Heure d'arrivée : 10 h 57  
Durée du repérage : 02 h 20

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

**Extrait de l'Article 4-1** - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

**Extrait Art.4-2** - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

<b>Désignation du ou des bâtiments</b> <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : .... <b>Essonne</b> Adresse : ..... <b>28 résidence les Hautes Plaines (Appt : 54 Box : 60; Cave : 65)</b> Commune : ..... <b>91940 LES ULIS</b>  Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : <b>appt 298 1er étage F3 Lot numéro Appt : 54 Box : 60; Cave : 65,</b>	<b>Désignation du propriétaire</b> <i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : . <b>Mme YAGUINGO PASSI Line Shella</b> Adresse : ..... <b>28 résidence les Hautes Plaines 91940 LES ULIS</b>
<b>Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)</b> Nom et prénom : <b>S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE</b> Adresse : ..... <b>182 avenue de France 75013 PARIS</b>	<b>Repérage</b> Périmètre de repérage :
<b>Désignation de l'opérateur de diagnostic</b> Nom et prénom : ..... <b>Mihoubi Ariles</b> Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... <b>DIMM Diagnostic Immo</b> Adresse : ..... <b>10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY</b> Numéro SIRET : ..... <b>535 308 035 00026</b> Désignation de la compagnie d'assurance : ... <b>MMA</b> Numéro de police et date de validité : ..... <b>114.231.812 - 31/12/2022</b>	
<b>Superficie privative en m² du ou des lot(s)</b>	

Surface loi Carrez totale: **73.34 m² (soixante-treize mètres carrés trente-quatre)**  
Surface au sol totale: **73.34 m² (soixante-treize mètres carrés trente-quatre)**

**Résultat du repérage**

Date du repérage : **14/03/2022**

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :  
**Néant**

Liste des pièces non visitées :  
**Sous-Sol - Garage (Absence de clef)**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :  
**Sans accompagnateur**

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
1er étage - Entrée	0.84	0.84	
1er étage - Séjour	12.35	12.35	
1er étage - Salle à manger	11.75	11.75	
1er étage - Cuisine	5.95	5.95	
1er étage - Bureau	6.09	6.09	
1er étage - Dégagement 1	5.87	5.87	
1er étage - Dégagement 2	0.61	0.61	
1er étage - Salle de bain	4.66	4.66	
1er étage - Wc	1.04	1.04	
1er étage - Chambre 1	10.05	10.05	
1er étage - Chambre 2	9.06	9.06	
1er étage - Loggia	5.07	5.07	

Superficie privative en m² du ou des lot(s) :

**Surface loi Carrez totale: 73.34 m² (soixante-treize mètres carrés trente-quatre)**  
**Surface au sol totale: 73.34 m² (soixante-treize mètres carrés trente-quatre)**

**Résultat du repérage - Parties annexes**

Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Motif de non prise en compte
Sous-Sol - Cave	0	3.87	

Fait à LES ULIS, le **14/03/2022**

Par : **Mihoubi Ariles**



Aucun document n'a été mis en annexe

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.



Les Ulis - Google Maps







## Population et ménages

Indicateurs	Les Ulis	France
Population	24 764	66 732 538
Densité de population (hab/km²)	4 780,7	105,5
Superficie (km²)	5,2	632 733,9
Nombre de ménages	9 473	29 752 199

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2018

## Evolution annuelle moyenne de la population

Indicateurs	Les Ulis	France
Variation de population (%)	- 0,12	0,35
- due au solde naturel (%)	1,43	0,31
- due au solde entrées/sorties (%)	- 1,55	0,04

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2013-2018

## Logement

Indicateurs	Les Ulis	France
Nombre de logements	10 153	36 220 594
Part des résidences principales (%)	93,3	82,1
Part des rés. secondaires (yc log. occasionnels) (%)	1,3	9,7
Part des logements vacants (%)	5,4	8,2

Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale - 2018

## Naissances - Décès

Indicateurs	Les Ulis	France
Naissances domiciliées	N/A	N/A
Décès domiciliés	119	659 390

Source : Insee, État civil - 2021

## Emploi - Chômage

Indicateurs	Les Ulis	France
Emploi total au lieu de travail	15 526	26 599 318
dont part des emplois salariés (%)	94,8	86,7
Taux d'activité des 15 à 64 ans (%)	73,7	74,1
Taux de chômage des 15 à 64 ans (au sens du recensement) (%)	15,6	13,4

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale - 2018

## Revenus

Données manquantes ou insuffisantes pour construire cette dataviz

Source : Insee, Fichier localisé social et fiscal (Filosof) et Enquête 'Budget de Famille 2017 (extension DOM)' pour la Guadeloupe, la Guyane et Mayotte - 2019

## Etablissements

Indicateurs	Les Ulis	France
Nb étab. actifs employeurs au 31/12	688	2 169 322
Part étab. sans salarié dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	6,7	9,5
Part étab. de 1 à 9 salariés dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	55,4	72,4
Part étab. de 10 salariés ou plus dans les étab. actifs employeurs au 31/12 (%)	37,9	18,1

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2018

## Postes dans les établissements

Indicateurs	Les Ulis	France
Postes dans les étab. actifs au 31/12	14 874	24 550 362
Part de l'agriculture (%)	0,0	1,1
Part de l'industrie (%)	20,2	12,8
Part de la construction (%)	5,2	5,8
Part du commerce, transport, services (%)	62,2	47,3
Part de l'admin. publique, enseignement, santé et action sociale (%)	12,4	33,0

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2018



Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

ANNEE DE MAJ		2021	DEF DIR		91 0	COM		092 LES ULIS	MCWQ3		YAGUINGO PASSULINE SHELLA		TRES		120	RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ										NUMERO COMMUNAL		Y00023															
Propriétaire																																											
28 RES LES HAUTES PLAINES																							91940 LES ULIS		N(6) le 27/01/1988 à 29 CENTRAFRICAINE (REPUBLIQUE)																		
PROPRIETES BATIES																																											
DESIGNATION DES PROPRIETES										IDENTIFICATION DU LOCAL													EVALUATION DU LOCAL																				
AN/SEC	N°	C	N°	PLAN	PART VOIRIE	ADRESSE				CODE RIVOLI	BAT	ENT	NTV	N°	FORTE	N°	NTVAR	S	M	AF	NAT LOC	CAT	RC COM	RC COM	COLL	NAT EXO	AN RET	AN DER	FRACTION RC EXO	% EXO	IN	COEF	RC TEOM										
17	BH	162				28 RES LES HAUTES PLAINES				A086	28	01	01	01001	01001	01001	0467599	A	62A	C	H	AF	SM	2097	2097							F		2097									
						001 LOT 0000054 491 / 10000																																					
						001 LOT 0000065 6 / 10000																																					
17	BH	162				28 RES LES HAUTES PLAINES				A086	28	01	31	01001	01001	01001	0467604	V	62A	C	H	CA	C	696	696							F		696									
						001 LOT 0000060 84 / 10000																																					
REV IMPOSABLE COM										2793 EUR	COM		R IMP		R EXO		0 EUR	DEF		R IMP		R EXO		0 EUR	0 EUR																		
REV IMPOSABLE COM										2793 EUR	COM		R IMP		R EXO		0 EUR	DEF		R IMP		R EXO		0 EUR	0 EUR																		
PROPRIETES NON BATIES																																											
DESIGNATION DES PROPRIETES										EVALUATION													LIVRE FONCIER																				
AN/SECTION	N°	PLAN	N°	ADRESSE	CODE RIVOLI	N°PARC	PRIM	FFDP	S	TAR	SUF	GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A	CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	AN EXO	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	Feuille																		
HA A CA REV IMPOSABLE										0 EUR	COM		R EXO		0 EUR	TAXE AD		R IMP		R EXO		0 EUR	MAJ TC		0 EUR																		
CONT										0	R IMP		R EXO		0 EUR	TAXE AD		R IMP		R EXO		0 EUR	MAJ TC		0 EUR																		

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1



## **ORIGINE DE PROPRIETE**

Lesdits biens appartenant à Madame Line Shella YAGUINGO PASSI suivant acte en date du 21 décembre 2016 publié le 30 décembre 2016 sous la référence volume 2016 P numéro 5573 pour l'avoir acquis de Monsieur Daniel Colette GIBBS né le 6 mars 1953 à Pointe-à-Pitre (97110).

# **CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

## **SUR SAISIE IMMOBILIERE**

### **CHAPITRE 1<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

#### **ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

#### **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

## **ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES**

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

## **ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

## **ARTICLE 7 – SERVITUDES**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **CHAPITRE II : ENCHERES**

### **ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

## **ARTICLE 10 – SURENCHERE**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

## **ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

## **CHAPITRE III : VENTE**

### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

### **ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

#### **ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 15 – VENTE FORCEE**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

#### **ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS**

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

#### **ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

#### **ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE**

#### **ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

#### **ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

## **ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

## **ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

## **ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

## **ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

## **ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

## **ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

## **CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES**

### **ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

### **ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT**

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

### **ARTICLE 29 – MISE A PRIX**

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

**47 200,00 € - quarante-sept mille deux cents euros**

**Fait et rédigé,  
Le**



Vente YAGUINGO PASSI  
Audience d'Orientation 6 juillet 2022

DIRE D'ANNEXION DE L'ASSIGNATION DELIVREE AU DEBITEUR

L'an deux mille vingt-deux, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVRY-COURCOURONNES, a comparu, Maître Charlotte GUITTARD membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES – Avocat au Barreau de l'ESSONNE, demeurant 13 rue des Mazières - 91050 EVRY COURCOURONNES, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'assignation délivrée au débiteur afin de comparaître à l'audience d'orientation délivrée par acte de la SELARL HDJ 91, Huissiers de Justice à LONGJUMEAU (91), en date du 16 mai 2022,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

Vente YAGUINGO PASSI  
Audience d'Orientation 6 juillet 2022

DIRE D'ANNEXION D'UN ETAT HYPOTHECAIRE CERTIFIE A LA DATE DE  
PUBLICATION DU COMMANDEMENT VALANT SAISIE

L'an deux mille vingt-deux, le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVERY-COURCOURONNES, a comparu Maître Charlotte GUITTARD membre de la SCP DAMOISEAU & ASSOCIES – Avocat au Barreau de l'ESSONNE, demeurant 13 rue des Mazières - 91050 EVERY COURCOURONNES, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :

conformément aux dispositions de l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution annexer au présent cahier des conditions de vente copie de l'état hypothécaire levé sur publication du commandement valant saisie,


dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

**Demande de renseignements <sup>(1)</sup>**  
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

**CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

N° de la demande : **F 752**  
Déposée le : **28 MARS 2022**  
Références du dossier : **42 329**

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR <sup>(2)</sup>
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : Commandement immobilier du 10.02.2022	M BUISSON & ASSOCIES Avocats 29 rue Pierre Bulin 95300 Pontoise
Service de dépôt : CORBEIL 1	Adresse courriel <sup>(3)</sup> : jmsika@buisson-avocats.com Téléphone : 01.34.20.15.62
<b>CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION</b>	
Formalité du ..... Vol. .... N° .....	A PONTOISE, le 25/03/2022 Signature 

COUT	
Demande principale :	12 €
Nombre de feuilles intercalaires :	
- nombre de personnes supplémentaires :	1 x € = 0 €
- nombre d'immeubles supplémentaires :	x € = 0 €
Frais de renvoi :	2,00 €
<input checked="" type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager	<b>TOTAL = 14,00 €</b>

MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)	
<input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : .....	
QUITTANCE : .....	

PÉRIODE DE DÉLIVRANCE	
<b>POINT DE DÉPART</b> - Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le .....	<b>TERME</b> - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'au .....inclusivement.

<sup>(1)</sup> Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.

<sup>(2)</sup> Identité et adresse postale.

<sup>(3)</sup> Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social <sup>(1)</sup>	Date et lieu de naissance N° SIREN
1		YAGUINGO PASSI	Line Shella	27.01.1988 à Bangui (République Centrafricaine)
2		GIBBS	Daniel Colette	06.03.1953 à Pointe-à-Pitre (97110)
3				

DESIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur dégage la responsabilité de l'Etat - art. 8-1-0-2 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	LES ULIS (ESSONNE), 91940, 28 Résidence les Hautes Plaines	section BI numéro 162		54
2				60
3				65
4				
5				

## CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

☐ DEMANDE IRRÉGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF)    ☐ demande non signée et/ou non datée  
☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles    ☐ défaut de paiement  
☐ demande irrégulière en la forme    ☐ autre : \_\_\_\_\_

☐ REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIEREDans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie <sup>(2)</sup> qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucune formalité.  
☐ que les \_\_\_\_\_ formalités indiquées dans l'état ci-joint.  
☐ que les seules formalités figurant sur les \_\_\_\_\_ faces de copies de fiches ci-jointes.

le \_\_\_\_\_,

Pour le service de la publicité foncière,  
le comptable des finances publiques,

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :  
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

<sup>(1)</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.<sup>(2)</sup> Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 1

Demande de renseignements n° 9104P01 2022F752  
déposée le 28/03/2022, par Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)  
Complémentaire de la demande initiale n° 2022H2833 portant sur les mêmes immeubles.  
Réf. dossier : SAISIE / YAGUINGO PASSI

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(\*) qui contient les éléments suivants:

[ x ] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 20/12/2021 au 28/03/2022 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CORBEIL 1, le 04/04/2022  
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Paul GUYARD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

# CERTIFICAT DE DEPOT DU 20/12/2021 AU 28/03/2022

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
28/03/2022 D15228	COMMANDEMENT DE PAYER VALANT SAISIE IMMOBILIERE HUI Patrick FAUCHERE LONGJUMEAU	10/02/2022	CRÉDIT FONCIER DE FRANCE YAGUINGO PASSI Line	9104P01 S00087

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**F**  
FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

**CORBEIL 1**

**75-79 RUE FERAY**

**91107 CORBEIL**

**Téléphone : 0160905149**

**Télécopie : 0160905197**

**Mél. : [sp1.corbeil1@dgifp.finances.gouv.fr](mailto:sp1.corbeil1@dgifp.finances.gouv.fr)**

**Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)  
29 RUE PIERRE BUTIN  
CS 80026  
95300 PONTOISE**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fdji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 04/04/2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9104P01 2022F752

PERIODE DE CERTIFICATION : du 17/11/2021 au 28/03/2022

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE : 9104P01 2022H2833

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
692	LES ULIS	BI 162		
				54 (A)
				60 (A)
				65 (A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
CORBEIL 1**

Demande de renseignements n° 9104P01 2022H2833 (19)  
déposée le 11/01/2022, par Maître BUISSON & ASSOCIES (SELARL)

Réf. dossier : RSU LES ULIS B1162 LOTS 54 60

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(\*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1972 au 16/11/2021 (date de mise à jour du fichier)  
[ x ] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 2 faces de copies ci-jointes,  
[ x ] Il n'existe que les 11 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 17/11/2021 au 11/01/2022 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A CORBEIL 1, le 19/01/2022  
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Paul GUYARD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

[illegible]

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z  
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

LES ULIS  
 COMMUNE :

I. - DESIGNATION DE L'IMMEUBLE  
 Propriété : 16 a. 14 ca.  
 5 ca. 23 ca. (R. 053 ca. 18)

II. - LOTISSEMENT (Délégation des lots ou appartements)  
 916 913 918 919  
 916 913 918 919

III. - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES  
 1) 11 Bail 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 24

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 07/09/2009	Référence d'enlèvement : 9104P05 2009P3075	Date de l'acte : 28/08/2009
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°692 375 A LES ULIS			
Rédacteur : ADM CDIF CORBEIL / CORBEIL ESSONNES			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2009P3075 : Division de parcelles

Immeuble Mère				Immeuble Filles							
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
LES ULIS		BI	64			LES ULIS		BI	160 à 162		
LES ULIS		BI	65			LES ULIS		BI	155 à 159		

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 07/12/2009	Référence d'enlèvement : 9104P05 2009P4285	Date de l'acte : 09/11/2009
Nature de l'acte : DEPOT: STATUTS ASL LES HAUTES PLAINES LES ULIS			
Rédacteur : NOT DUMAND / MELUN			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2009P4285 :

Disposant, Donateur		Date de naissance ou N° d'identité			
Numéro	Désignation des personnes				
1	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION PARISIENNE LOGIREP	552 093 338			
Bénéficiaire, Donataire		Date de naissance ou N° d'identité			
Numéro	Désignation des personnes				
1	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION PARISIENNE LOGIREP	552 093 338			
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	LES ULIS	BI 156		
			BI 158		
			BI 160		
			BI 162		

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2009P4285 :

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PL : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 0 EUR

Complément : Dépôt des statuts de l'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE COPROPRIÉTAIRES, pour la réalisation de l'ensemble immobilier à la requête de la SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS À LOYER MODÈRE LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIÈRE POUR LA RÉGION PARISIENNE-LOGIREP.

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 07/12/2009	Référence d'enlèvement : 9104P05 2009P4287	Date de l'acte : 09/11/2009
	Nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ		
	Rédacteur : NOT DUMAND / MELUN		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2009P4287 :

Disposants		
Numéro	Désignation des Personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION PARISIENNE LOGIREP	552 093 338
Immeubles		
Commune	Désignation Cadastre	Volume
LES ULIS	BI 162	
LES ULIS	BI 162	
		1 à 23
		51 à 69

Complément : Etat Descriptif de Division et Règlement de Copropriété : Division en 42 lots numérotés de 1 à 23 et de 51 à 69. Les parties communes générales sont exprimées en 10.000èmes.

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 19/09/2011	Référence d'enlèvement : 9104P05 2011P4268	Date de l'acte : 17/08/2011
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT Dominique DUMAND / Melun		

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2011P4268 :

<b>Disposant, Donateur</b>			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
2	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION PARISIENNE LOGIREP		552 093 338
<b>Bénéficiaire, Donataire</b>			
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité
1	GIBBS		06/03/1953
<b>Immeubles</b>			
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale
1	TP	LES ULIS	BI 162
			Volume
			Lot
			54
			60
			65

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 98.550,00 EUR

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 19/09/2011	Référence d'enlissement : 9104P05 2011V1751	Date de l'acte : 17/08/2011
Nature de l'acte : <b>PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS</b> Rédacteur : NOT Dominique DUMAND / Melun Domicile élu : Melun en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2011V1751 : Privilège de prêteurs de deniers

<b>Créanciers</b>	
Numéro	Désignation des personnes
	CREDIT FONCIER DE FRANCE
	Date de Naissance ou N° d'identité
	542 029 848

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2011V1751 : Privilège de prêteurs de deniers

Propriétaire Immeuble / Contre				
Numéro		Designation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1	GIBBS			06/03/1953
Immeubles				
Prop.Imm/Contre Droits	Commune	Designation cadastrale	Volume	Lot
	LES ULIS	BI 162		54 60 65

Montant Principal : 14.782,50 EUR Accessoires : 2.956,50 EUR Taux d'intérêt : 0,00 %  
Date extrême d'exigibilité : 05/09/2037 Date extrême d'effet : 05/09/2038

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 19/09/2011	Référence d'enlissement : 9104P05 2011V1752	Date de l'acte : 17/08/2011
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT Dominique DUMAND / Melun			
Domicile élu : Melun en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2011V1752 : Privilège de prêteurs de deniers

Créanciers				
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité		
	CREDIT FONCIER DE FRANCE	542 029 848		
Propriétaire Immeuble / Contre				
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité		
1	GIBBS	06/03/1953		
Immeubles				
Prop. Imm/Contre Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
	LES ULIS	BI 162		54 60 65

Montant Principal : 83.767,00 EUR Accessoires : 16.753,40 EUR Taux d'intérêt : 4,85 %

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2011V1752 : Privilège de prêteurs de deniers

Date extrême d'exigibilité : 05/03/2039 Date extrême d'effet : 05/03/2040

N° d'ordre : 7	Date de dépôt : 31/07/2012	Référence d'enlèvement : 9104P05 2012P3347	Date de l'acte : 26/07/2012
	Nature de l'acte : AVENANT A LA CONVENTION N° 9-1-1-11-1987-85-1231-090-011/045		
	Rédacteur : ADM PREFET / ESSONNE		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2012P3347 :

Bénéficiaire, Donataire				Date de naissance ou N° d'identité
Numéro	Désignation des personnes			
1	SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE LOGEMENT ET GESTION IMMOBILIERE POUR LA REGION PARISIENNE LOGIREP			552 093 338
Immeubles				
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
1	TP	LES ULIS	BI 58 à BI 59 BI 61 à BI 63 BI 155 à BI 156 BI 158 BI 160 BI 162 BI 175	

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Tous propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 0 EUR



RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2012P3347 :

Complément : Avenant n° 1 à la convention N° 9-1-1-11-1987-85-1231-090-011/045 conclue avec l'Etat, publiée le 10/12/1987 Vol : 4688 n° 18, ayant pour objet la démolition et la réhabilitation de plusieurs logements et expirant le 30/06/2028.

N° d'ordre : 8	Date de dépôt : 30/12/2016	Référence d'enlissement : 9104P05 2016P5573	Date de l'acte : 21/12/2016
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT Eric BROLIQUIER / MARCOUSSIS		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2016P5573 : Vente

Disposant, Donateur						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
1		GIBBS			06/03/1953	
Bénéficiaire, Donataire						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
2		YAGUINGO PASSI			27/01/1988	
Immeubles						
Bénéficiaires		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
2		TP	LES ULIS	BI 162		54 60 65

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 126.000,00 EUR

**RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021**

<b>N° d'ordre : 9</b>	Date de dépôt : 30/12/2016	Référence d'enlissement : 9104P05 2016V2216	Date de l'acte : 21/12/2016
Nature de l'acte : <b>PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS</b> Rédacteur : NOT Eric BROLIQUIER / MARCOUSSIS Domicile élu : MARCOUSSIS en l'étude			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2016V2216 : Privilège de prêteurs de deniers*

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	LE CREDIT FONCIER DE FRANCE	542 029 848			
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	YAGUINGO PASSI	27/01/1988			
Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		LES ULIS	BI 162		54 60 65

Montant Principal : 126.000,00 EUR, Accessoires : 25.200,00 EUR, Taux d'intérêt : 1,90 %  
 Date extrême d'exigibilité : 05/01/2047 Date extrême d'effet : 05/01/2048

<b>N° d'ordre : 10</b>	Date de dépôt : 30/08/2017	Référence de dépôt : 9104P05 2017D6416	Date de l'acte : 29/08/2017
Nature de l'acte : <b>RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 19/09/2011 Sages : 9104P05 Vol 2011V N° 1751</b> Rédacteur : NOT Yann GUEGAN-LIEUTIER / MARCOUSSIS Domicile élu :			

*Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2017D6416 :*

Propriétaire Immeuble / Contre	
Numéro	Désignation des personnes
1	GIBBS
	Date de Naissance ou N° d'identité
	06/03/1953

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1972 AU 16/11/2021

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2017D6416 :

Immeubles				
Prop. Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		LES ULIS	BI 162	
				54
				60
				65

Complément : Radiation simplifiée totale du 30/08/2017 dépôt (n° D 6416). L'inscription publiée le 19/09/2011 (vol 2011 V /n°1751) est radiée en vertu d'un acte reçu le 29/08/2017 par Maître GUEGAN-LIEUTIER notaire à MARCOUSSIS.

N° d'ordre : 11	Date de dépôt : 30/08/2017	Référence de dépôt : 9104P05 2017D6417	Date de l'acte : 29/08/2017
Nature de l'acte : RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 19/09/2011 Sages : 9104P05 Vol 2011V N° 1752			
Rédacteur : NOT Yann GUEGAN-LIEUTIER / MARCOUSSIS			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P05 2017D6417 :

Propriétaire Immeuble / Contre				
Numéro		Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1		GIBBS		06/03/1953
Immeubles				
Prop.imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume
		LES ULIS	BI 162	
				54
				60
				65

Complément : Radiation simplifiée totale du 30/08/2017 dépôt (n° D 6417). L'inscription publiée le 19/09/2011 (vol 2011 V /n°1752) est radiée en vertu d'un acte reçu le 29/08/2017 par Maître GUEGAN-LIEUTIER notaire à MARCOUSSIS.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

**CORBEIL 1**

**75-79 RUE FERAY**

**91107 CORBEIL**

**Téléphone : 0160905149**

**Télécopie : 0160905197**

**Mail : [spf.corbeil1@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:spf.corbeil1@dgfip.finances.gouv.fr)**



**FINANCES PUBLIQUES**

**Maitre BUISSON & ASSOCIES (SELARL)**

**29 RUE PIERRE BUTIN**

**CS 80026**

**95300 PONTOISE**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivies d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

Date : 19/01/2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 9104P01 2022H2833

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1972 au 11/01/2022

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
692	LES ULIS	BI 162		(A)
				(A)
				(A)
				(A)

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 07/09/2009	références d'enlèvement : 9104P05 2009P3075	Date de l'acte : 28/08/2009
	nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°692 375 A LES ULIS		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 07/12/2009	références d'enlèvement : 9104P05 2009P4285	Date de l'acte : 09/11/2009
	nature de l'acte : DEPOT: STATUTS ASL LES HAUTES PLAINES LES ULIS		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 07/12/2009	références d'enlèvement : 9104P05 2009P4287	Date de l'acte : 09/11/2009
	nature de l'acte : ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION ET REGLEMENT DE COPROPRIETE		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 19/09/2011	références d'enlèvement : 9104P05 2011P4288	Date de l'acte : 17/08/2011
	nature de l'acte : VENTE		

N° d'ordre : 5	date de dépôt : 19/09/2011 nature de l'acte : <b>PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS</b>	références d'enlissement : 9104P05 2011V1751	Date de l'acte : 17/08/2011
N° d'ordre : 6	date de dépôt : 19/09/2011 nature de l'acte : <b>PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS</b>	références d'enlissement : 9104P05 2011V1752	Date de l'acte : 17/08/2011
N° d'ordre : 7	date de dépôt : 31/07/2012 nature de l'acte : <b>AVENANT A LA CONVENTION N° 9-1-11-1987-85-1231-090-011/045</b>	références d'enlissement : 9104P05 2012P3347	Date de l'acte : 26/07/2012
N° d'ordre : 8	date de dépôt : 30/12/2016 nature de l'acte : <b>VENTE</b>	références d'enlissement : 9104P05 2016P5573	Date de l'acte : 21/12/2016
N° d'ordre : 9	date de dépôt : 30/12/2016 nature de l'acte : <b>PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS</b>	références d'enlissement : 9104P05 2016V2216	Date de l'acte : 21/12/2016
N° d'ordre : 10	date de dépôt : 30/08/2017 nature de l'acte : <b>RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 19/09/2011 Sages : 9104P05 Vol 2011V N° 1751</b>	références d'enlissement : 9104P05 2017D6416	Date de l'acte : 29/08/2017
N° d'ordre : 11	date de dépôt : 30/08/2017 nature de l'acte : <b>RADIATION SIMPLIFIEE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité initiale du 19/09/2011 Sages : 9104P05 Vol 2011V N° 1752</b>	références d'enlissement : 9104P05 2017D6417	Date de l'acte : 29/08/2017